

# L'ANTI

# CAPITALISTE

JOURNAL DE LA GAUCHE ANTICAPITALISTE

**1ER**

9 AVRIL 2009

GAUCHE ANTICAPITALISTE  
CASE POSTALE 5210  
1002 LAUSANNE

WWW.GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH  
CONTACT@GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH

1002 LAUSANNE  
PP/JOURNAL  
JMA

**CE N'EST PAS À**

**NOUS  
DE PAYER LEUR CRISE !**

**CALMY-REY**

**2** UNE VIE AU SERVICE DU  
CAPITAL

SECRET BANCAIRE :  
PROTECTION POUR QUI ?

**FRANCE**

**6** LE NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE EST NÉ

VAUD : DES GRÈVES ET  
QUELQUES LEÇONS À EN TIRER



/ A l'affiche

# Micheline Calmy-Rey

Cette rubrique est consacrée à la présentation d'une personnalité. Nous débutons avec l'égérie de la dite «gauche» helvétique: la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey.

**M**icheline Calmy-Rey incarne parfaitement le rôle assumé par les dirigeants de la dite «gauche»: être au service... du Capital. Elle le reconnaît d'ailleurs sans ambages, comme l'illustre son discours à la «Journée des employeurs 2007». Après avoir rendu «hommage aux chefs d'entreprise de notre pays, à celles et ceux qui font la vitalité de son tissu économique et social et qui, par leur énergie et leur talent, contribuent à assurer la prospérité et la place de l'économie suisse sur la scène internationale», elle a indiqué que «l'enjeu [en tant que cheffe du Département des affaires étrangères] est toujours de créer des conditions-cadre les plus favorables possibles pour les échanges économiques de la Suisse avec l'étranger et de fournir à nos entreprises opérant à l'international un appui concret sur les marchés cibles» (*Employeur suisse*, 9 août 2007).

Micheline Calmy-Rey assume ce rôle avec le sourire, comme lors de son entretien – voilé! – avec le Président Iranien, visant à assurer la signature d'un gros contrat de fourniture de gaz. Mais elle peut aussi se montrer «revêche» («kratzbürstig»), pour le dire avec le *Blick*. C'est le cas lorsqu'il s'agit de remettre à leur place ces ministres allemands qui font la morale à la bourgeoisie suisse et à son gouvernement. Que diable: «Nous ne sommes pas un paradis fiscal et nous ne l'avons jamais été», Calmy-Rey dixit (*Blick*, 31 mars 2009). Ah bon? Pourquoi alors un tiers environ de la fortune privée mondiale est-elle gérée ici? Pourquoi constate-t-on que «la Suisse se profile depuis plusieurs années comme un véritable eldorado pour multinationales. Colgate Palmolive, Polo Ralph Lauren, Kraft Foods, General Motors, Google, eBay, Hewlett-Packard, John Deere...» (*Bilan*, n° 236, 24 octobre 2007)? Mystères «socialistes»...

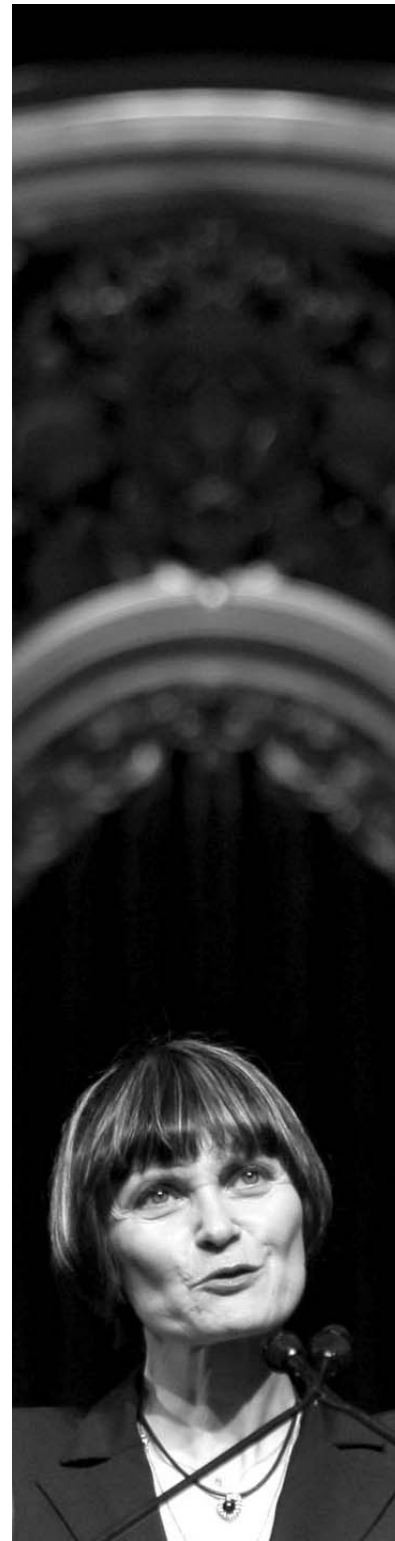
## «La meilleure partisane des banques et de la place financière»

La presse bourgeoise reconnaît les mérites de sa conseillère fédérale. Ainsi, pour *L'Agefi*, Micheline Calmy-Rey a «su se faire l'avocate résolue du maintien

du secret bancaire» (*L'Agefi*, 14 décembre 2006). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que le secret bancaire a pour fonction première de permettre aux capitalistes de frauder le fisc au détriment des salariés/contribuables des pays concernés; pour les peuples dudit «Tiers monde», condamnés à la famine et à la misère, cela se traduit par une saignée dramatique.

Même commentaire élogieux de la part de *Private banking*, la publication des banquiers genevois: Micheline Calmy-Rey est «sans doute la meilleure partisane des banques et de la place financière» (*Private banking*, décembre 2008). Et pour cause: «elle ne rate jamais une occasion de défendre la place financière suisse» (*Le Temps*, 29 octobre 2008). La *NZZ*, le quotidien de la Bahnhofstrasse, n'est pas en reste: «Il faut reconnaître que Calmy-Rey essaie d'appliquer cette politique extérieure que les milieux bourgeois ne cessent justement de réclamer, à savoir une politique au service des intérêts de l'économie suisse» (*NZZ*, 30 mars 2008).

Sur d'autres thèmes aussi, l'égérie de la dite «gauche» s'illustre... par une logique chauvine, antisociale et pro-impérialiste. Rappelez-vous ainsi «l'in vraisemblable cirque néo-patriotique organisé durant tout l'été [2007] par Micheline Calmy-Rey en marge de la fête nationale au Grütli» (*Bilan*, 7 novembre 2007). Au menu: la légitimation du mythe de 1291 et de la fête du 1<sup>er</sup> Août, dont l'invention visait notamment à faire face à l'essor initial du mouvement ouvrier! Au plan des droits des salariés, le tableau est similaire. A l'instar de Sarkozy et autres Berlusconi, pour notre chère ministre, «(...) il est nécessaire de flexibiliser la protection contre le licenciement» des salariés de la fonction publique



(*Journal de l'APC*, 15 novembre 2007). Les chômeurs en fin de droit ne sont pas non plus sa tasse de thé: c'est sous sa plume que le Conseil fédéral avait invité les autorités genevoises à remettre en cause les emplois temporaires qui leur étaient réservés (*Le Courrier*, 19 octobre 2007). Enfin, sa conception de la solidarité internationale consiste à vouloir «absolument envoyer des soldats armés contre des pêcheurs somaliens, fâchés à raison», comme l'écrit Peter Bodenmann, l'ancien président du Parti socialiste (PS) (*L'Hebdo*, 12 mars 2009).

## «Est-elle encore socialiste?»

Au vu de ce qui précède, la réponse à la question posée par *Private banking* (janvier-février 2008) va de soi. Cela dit, Micheline Calmy-Rey n'est pas un cas isolé. Elle est l'expression du fait que la gauche... n'est plus la gauche: la mutation en social-libéralisme est largement consommée. C'est ce qui explique que la bourgeoisie helvétique, malgré la violence de son offensive néoconservatrice, n'a pas remis en cause l'intégration permanente du PS et de ses satellites à la formulation et à la mise en œuvre de la politique des pouvoirs publics. Elle est consciente que cette intégration permet notamment de faire passer les projets qui suscitent le plus de réticences auprès de la base du PS, à l'image du démantèlement des ex-régies fédérales, piloté par les caciques «socialistes».

Bref, l'avenir est ailleurs: il nous faut une nouvelle gauche, une gauche de gauche. C'est l'orientation défendue en France par le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot. C'est dans cette voie que s'engage, en Suisse, la Gauche anticapitaliste.

AGOSTINO SOLDINI

# Fallait OSER !

## « Le bilan socialiste de la décennie en Suisse est excellent dans la défensive. »

Pierre-Yves Maillard, *24 Heures*, 16 mars 2009

Pour se vanter d'un tel bilan, il faut avoir une conception particulière des intérêts des salariés et de la majorité de la population. Car dans le monde réel, la décennie a une autre couleur: il y a eu le démantèlement des PTT, la soumission toujours plus grande de la Poste à la logique de rentabilité, la transformation des CFF en société anonyme; le tout mené, il est vrai, par des conseillers fédéraux «socialistes» et des dirigeants d'entreprises publiques tout aussi «socialistes» qui ont supprimé des milliers de postes de travail. Il y a aussi eu la hausse sans fin des primes de l'assurance maladie, les coupes dans l'assurance chômage et l'AI, les baisses des revenus du 2<sup>e</sup> pilier et la précarisation massive du monde du travail. Cette décennie a amplifié dans une mesure sans précédent les inégalités sociales. Mais Pierre-Yves Maillard a raison sur un point: il faut mettre ce bilan au crédit du Parti socialiste (PS) qui,

dans l'écrasante majorité des cas, a prêté main forte au patronat et aux partis de droite pour «faire passer la pilule» de ces mesures auprès des salariés.

Dans la même interview, Pierre-Yves Maillard élabore sa stratégie pour «faire face à la crise»: nouer une alliance avec les radicaux, avec cette «partie de la droite qui a compris qu'après dix ans de guerre des tranchées, il fallait discuter avec une gauche forte pour sortir de l'impasse. Il faut que les radicaux brisent leur alliance avec ceux qui veulent leur mort, soit l'UDC blochéenne». Pour se joindre au PS, donc. Ce qui, au vu du «bilan socialiste de la décennie», ne devrait pas poser de problèmes idéologiques et politiques insurmontables aux radicaux. Et le pire, c'est qu'on les comprend...

## « Cette crise donne des ailes comme jamais aux critiques-ennemis intérieurs de l'économie de marché, des anciens socialistes crypto-marxissants aux jeunes extrémistes verts, comme aux concurrents-ennemis extérieurs de la Suisse, des USA à l'UE. »

Pierre Weiss, *Entreprise romande*, 27 février 2009

Pierre Weiss, mauvais faire-valoir patronal, se lâche un peu. Mais se trompe de cible: les patrons et les banquiers ont beaucoup plus travaillé à la délégitimation actuelle du capitalisme que les socialistes ou les verts qu'il accuse. Pour preuve, ces derniers, du moins en Suisse, ne contestent pas le bien fondé du «plan de relance» du Conseil fédéral; ils trouvent seulement que celui-ci n'est «pas assez

important». Ils condamnent aussi «l'inaction des conseillers fédéraux». On n'a pas dû lire la même presse qu'eux: peut-on expliquer par l'inaction la levée, en quelques jours, de plus de 60 milliards de francs d'argent public pour secourir l'UBS? Les patrons, Weiss compris, peuvent dormir tranquilles. En Suisse, il n'y a pas d'organisations syndicales ou politiques se battant pour proposer de véritables mesures de défense des salariés contre la crise, telles que l'interdiction des licenciements ou la nationalisation avec contrôle social et démocratique des instituts de crédits renfloués par l'Etat... Weiss peut ravalier sa prose guerrière, l'ennemi de l'intérieur est dompté. Depuis trop longtemps.

DAVID EYAX

/ Capitalisme

LES CRISES SANS ISSUE,

# ÇA N'EXISTE PAS

Commencée comme crise financière, la crise est devenue économique et planétaire. Et tout indique qu'elle est appelée à s'approfondir.

**D'**après la Banque mondiale, avant la fin de l'année, 100 millions d'humains viendront rejoindre le milliard de personnes qui vivent déjà dans un état de grande pauvreté. Selon le Bureau international du travail, le nombre de chômeurs dans les pays de l'OCDE – les trente pays les plus riches – augmentera en 2009 de quelque 38 millions.

Ces prévisions s'expliquent. Il y a d'abord la contraction du crédit. Les banques ne se prêtent plus entre elles; les investissements chutent faute de liquidités et des Etats, à l'image de l'Islande, se retrouvent au bord de la banqueroute.

Cette crise fait suite à celles des économies asiatiques et russe de la fin des années 90 et à la faillite de l'Argentine en 2001. Ces crises avaient pu être contenues grâce à l'essor des économies émergentes. Mondialisation oblige, la Chine, l'Inde et la Russie qui dopaient par leur croissance le commerce mondial revoient à la baisse leurs pronostics pour l'année 2009.

Ce n'est pas sur elles que l'économie mondiale pourra compter. Et ce n'est pas non plus un capitalisme «vert» qui assurera une sortie de crise rapide. Ne serait-ce que pour passer d'un capitalisme fondé sur la production de gaz à effet de serre comme celui qui existe réellement à un capitalisme réorienté vers «l'environnement», il faudrait des investissements massifs pour des infrastructures, et ce, sans espoir de profits élevés à court terme. Une perspective que la restriction du crédit et la logique du profit interdisent.

Cette crise va se poursuivre. Certes, les gouvernements prennent des mesures. Mais leurs effets resteront, en dépit des coûts impressionnants des plans de relance, fort limités.

Ainsi, le plan de relance des Etats-Unis coûte l'équivalent de 5% de toutes les richesses produites dans ce pays; d'après les estimations officielles, il ne contiendra toutefois le chômage en 2010 que d'un peu plus de 1%...

En Suisse, les plans de relance et l'aide à l'UBS n'entraveront pas la croissance du chômage. Le Département fédéral de l'économie s'attend à ce que le nombre de chômeurs passe des 100 000 actuels à 200 000. En parallèle, la crise sera utilisée pour exiger la baisse des impôts des banques et des grandes entreprises, réduisant ainsi les rentrées fiscales et, partant, les prestations sociales.

L'approfondissement de la crise n'aura pas les mêmes effets pour tous: d'aucuns vont continuer, grâce aux déductions fiscales et à la manne des plans de relance, à voir la vie en rose tandis que la grande majorité, celles et ceux qui n'ont que leur salaire – et parfois même pas – pour vivre, seront condamnés à faire de nouveaux sacrifices.

Mais les crises ne durent pas indéfiniment. Du côté des capitalistes, c'est à coups de faillites, de rachats et de destruction de capitaux qu'une réorganisation des marchés se met en place. Et aussi d'attaques contre les salaires, contre l'emploi, contre les retraites. C'est leur manière de chercher une issue à la crise.

Et c'est pourquoi, d'en bas, il faut construire des alternatives, en s'organisant sur les lieux de travail comme dans la rue, pour refuser par la grève,



par les manifestations, par l'organisation des luttes, l'issue à la crise qu'ils nous promettent.

C'est ça, défendre le droit pour toutes et tous de travailler, d'avoir un toit, une retraite, d'avoir accès à une nourriture saine et abondante, à l'éducation, à la culture. Des droits jamais acquis sous le capitalisme et qui exigent qu'on dépose les patrons et les actionnaires de leur droit de décider de nos vies.

Car si les crises sans issue ça n'existe pas, ce sont les nôtres, d'issues, qu'il faut imposer. Pour ne pas devoir subir les leurs...

PAOLO GILARDI  
DESSIN BRUCK / ISONOVIX

/ L'ÉDITO

Vous avez entre les mains *L'Anticapitaliste*, le journal de la Gauche anticapitaliste (GA).

La GA est un nouveau collectif politique qui se développe dans toute la Suisse. Sa raison d'être est le refus du capitalisme, un système où une poignée de multinationales font la loi, au détriment des besoins de la grande majorité de l'humanité: 100 000 personnes meurent chaque jour de faim ou de ses suites immédiates; la crise économique, consubstantielle au système, remet gravement en cause nos conditions de vie, au Sud comme au Nord; les catastrophes climatiques se multiplient, menaçant la planète de destruction; les guerres, provoquées par un impérialisme conquérant, profilèrent. Bref, un autre monde, substituant à la logique du profit la logique de la satisfaction des besoins sociaux, est plus que jamais nécessaire.

La Suisse ne fait pas exception. Les capitalistes et le gouvernement à leur service veulent nous faire payer la crise, dont ils portent, assoiffés de profit, la responsabilité. Au menu: blocage des salaires, suppressions massives d'emplois, élévation de l'âge de la retraite, augmentation de la TVA sur les produits de première nécessité, nouvelles libéralisations et privatisations, etc.

Seule notre mobilisation collective permettra de faire face à cette politique réactionnaire. De même, une remise en cause fondamentale du capitalisme n'est envisageable que si les opprimés prennent leur destin en main. Loin de toute logique de gestion du système, qui est le propre de la gauche institutionnelle, l'«option préférentielle» de la GA est dès lors de contribuer à stimuler l'auto-organisation et la mise en mouvement les plus larges des salariés, des jeunes, des femmes. D'où notre participation active aux récentes manifestations anti-WEF et contre le G20 à Genève, aux mouvements de grève des salariés de la fonction publique vaudoise, aux mobilisations contre l'agression israélienne à Gaza, etc.

*L'Anticapitaliste* est le moyen de faire connaître les orientations et les combats de la GA, tout en étant ouvert à des contributions de personnes et collectifs qui n'en font pas partie; l'association attac, par exemple, y tient une rubrique régulière. Il va paraître toutes les deux semaines, pour être en phase avec l'actualité, avec le support d'un site Internet ([gauche-anticapitaliste.ch](http://gauche-anticapitaliste.ch)), régulièrement mis à jour.

Vous vous en doutez: *L'Anticapitaliste* ne bénéficie d'aucune subvention de la part des grands groupes industriels et financiers. Journal d'opinion, journal militant, sans publicité, il ne pourra compter que sur votre soutien. Nous vous invitons dès lors à vous abonner (*bulletin de versement en page 8*). Vous le recevrez ainsi directement dans votre boîte aux lettres. Merci d'avance!

GAUCHE ANTICAPITALISTE

SITE INTERNET  
[GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH](http://GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH)

## / Du côté de Fribourg

Droit d'asile et droit des étrangers,  
la révision permanente

SÉBASTIEN FRANÇO

PHOTO SARA PRESTIANNI / FLICKR.COM

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que les nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers, entrées en vigueur définitivement au 1<sup>er</sup> janvier 2008, soient une nouvelle fois révisées. Les principales modifications présentées sont les suivantes:

1. Les personnes exposées à de sérieux préjudices ou craignant à juste titre de l'être au seul motif de l'objection de conscience ou de la désertion ne devraient pas être reconnues comme réfugiées.

2. Les activités politiques menées en Suisse dans le seul but de motiver la qualité de réfugié devraient être sanctionnées pénalement. La sanction vise notamment les personnes qui prêtent assistance aux requérants lors de l'organisation d'une activité politique abusive ou qui encouragent cette activité.

3. La possibilité de déposer une demande d'asile auprès d'une représentation suisse à l'étranger sera supprimée.

4. Raccourcissement des délais légaux lors de demandes de réexamen de demandes multiples.

5. Les autorités cantonales devraient pouvoir assigner un lieu de résidence ou un logement à l'étranger admis à titre provisoire qui touche l'aide sociale.

**Tout est dit...**

En parallèle, le Conseil fédéral propose de modifier la loi sur les étrangers dans un contre-projet à l'initiative «Pour le renvoi des étrangers criminels». Ce dernier «reprenant le souhait des auteurs de l'initiative sans entrer en contradiction avec les droits fondamentaux garantis par la Constitution ni avec le droit international public». Tout est dit...

La modification précarise encore un peu plus les différents statuts, notamment l'autorisation d'établissement (permis C). Par «soucis de simplification», les motifs de révocations sont alignés sur ceux des autorisations de séjour (permis B). En clair et par exemple, une personne en Suisse depuis 25 ans peut voir son autori-



sation d'établissement révoquée par le simple fait qu'elle-même ou quelqu'un à sa charge est à l'aide sociale.

Cette nouvelle modification consacre la notion d'intégration comprise comme «le respect de l'ordre juridique suisse et des valeurs de la Constitution, l'apprentissage d'une langue nationale et la volonté de participer à la vie économique et d'acquiescer une formation», de laquelle dépendra l'octroi et la révocation des autorisations d'établissement et de séjour. Si personne ne peut en théorie s'opposer à l'intégration, dans la pratique cette notion se révèle être une arme très efficace et arbitraire pour révoquer ou refuser des autorisations.

Ce ne sont ici que quelques points importants de ces révisions et modifications. D'autres mériteraient discussion tant ils rognent le droit d'asile et celui des étrangers. Mais au-delà de l'esprit profondément utilitariste de la politique migratoire suisse on notera quelques petits bijoux dont notre pays a le secret: «L'ordre public comprend l'ordre juridique objectif ainsi que l'ensemble des représentations non écrites de l'ordre, dont le respect doit être considéré selon l'opinion sociale et ethnique dominante comme une condition inéluctable d'une cohabitation humaine ordonnée».

Cette rubrique est rédigée sous la responsabilité du MPS - Fribourg, qui n'est pas membre de la Gauche anticapitaliste.

## / A l'attac

MAURIZIO COPPOLA

CO-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL D'ATTAC

Le 18 février 2009, les médias suisses ont annoncé que le secret bancaire, un des éléments clés de la place financière suisse, était attaqué par les autorités états-uniennes. 300 noms de clients de l'UBS aux Etats-Unis qui sont soupçonnés d'avoir commis de l'évasion fiscale ont été transmis aux autorités judiciaires. La pression sur l'UBS était tellement élevée que même un acteur aussi important dans le monde financier que la banque suisse a dû céder. Depuis, on parle même de 52 000 noms de clients que l'UBS devrait divulguer.

Aussi bien les partis bourgeois que ceux dits de gauche ont condamné les manœuvres des autorités judiciaires américaines comme des «attaques à notre Etat de droit» (*NZZ*, 19 février 2009). Sous pression de l'OCDE (Organisation de coopération et développement économiques) et de l'Union européenne, le 13 mars 2009, le Conseil fédéral a annoncé l'assouplissement du secret bancaire, en confirmant l'aide aux demandes d'entraide venant de pays tiers, mais pas pour la Suisse (!). La Lega dei Ticinesi a lancé une initiative populaire avec le titre «Défendons la Suisse! Le secret bancaire dans la Constitution» (*NZZ*, 1<sup>er</sup> avril 2009).

Concernant l'assouplissement du secret bancaire pour l'étranger: dans la pratique, le fisc étranger devra déposer une demande, indiquer le nom de la personne, le nom de la banque et faire valoir un soupçon de délit fiscal justifié et argumenté. Cela signifie concrètement que pour introduire une demande, il faudra déjà avoir des informations bancaires précises. Cette procédure verrouille, dans pratiquement tous les cas, le secret bancaire. Mme Brunschwig Graf

## Secret bancaire — protection pour qui ?

(conseillère nationale libérale genevoise) a déclaré qu'il n'y avait eu qu'un seul cas de demande par l'Allemagne pour fraude. Cela prouve simplement qu'il est extrêmement difficile de présenter une demande suffisamment précise et motivée pour être acceptée par les tribunaux administratifs suisses. En plus, l'argument prétendant que l'assouplissement du secret bancaire implique la violation de la sphère privée ne prend pas en considération le fait que le fisc est toujours tenu au secret professionnel (au même titre que les médecins, etc.). Bref: à l'avenir, rien ne va changer en matière de secret bancaire et fraude fiscale.

**La protection de la sphère privée, égale pour toutes et tous?**

Comparons la discussion sur la sphère privée des détenteurs de fortunes avec celle qui touche les personnes relevant de l'assistance sociale. En octobre 2008, dix jours après

l'opération de sauvetage de l'UBS, la presse informait: «Depuis février de cette année, les services sociaux lausannois disposent d'une nouvelle arme: la procuration générale obligatoire pour qui veut demander l'aide sociale. "Elle permet de contourner l'obstacle du secret bancaire, et nous a permis d'identifier des avoirs non déclarés" explique ce dernier [Michel Cornut]» (*24 Heures*, 24 octobre 2008). Et le chef du Service social lausannois ajoute fièrement: «Nous avons un système de prévention et de répression des fraudes [des assistés sociaux] qui est l'un des plus sévères en Suisse, loin devant les villes suisses allemandes».

Le 29 mars 2009, le canton de Berne a décidé d'employer des détectives sociaux pour faire suivre des demandeurs d'aide sociale soupçonnés d'abus». Ils peuvent intervenir, si le service social le demande, avec des visites à domicile inopinées (*Bund*, 30 mars 2009). Autre exem-

ple: avec la 5<sup>e</sup> révision de l'assurance invalidité (AI), les autorités peuvent demander l'intervention d'un médecin externe pour vérifier la validité du certificat médical d'un demandeur d'AI prescrit par un médecin non reconnu par les autorités.

Pour les plus démunis de notre société, le secret bancaire et la sphère privée ne sont plus respectés alors que, pour les détenteurs de fortunes, la classe dirigeante prétend que le secret bancaire aurait pour but – comme le dit le président de l'Association suisse des banquiers Pierre Mirabaud – «la protection de la vie privée, qui est un droit de la personne humaine».

Justement, parlons des droits de la personne humaine...

Cette rubrique est rédigée sous la responsabilité de l'association attac, qui s'y exprime en toute liberté.

/ Vaud

# DES GRÈVES

## ET QUELQUES LEÇONS À EN TIRER

**A**près dix-huit mois de négociations et des mobilisations massives, le nouveau système salarial de la fonction publique vaudoise est entré en vigueur en fin d'année dernière. Ce qui n'a pas empêché 3000 salariés mécontents de faire appel aux tribunaux, durant les premiers mois de 2009, pour contester leur nouveau salaire. Retour sur une lutte exemplaire, à plusieurs titres.

Après trois journées de grève en 2008 et des manifestations souvent importantes, le nouveau système salarial de l'Etat de Vaud a été introduit par le gouvernement le 1<sup>er</sup> décembre dernier. C'est sans doute, du point de vue des travailleurs, une défaite d'ensemble, même si les mobilisations ont permis d'arracher bon nombre de concessions à ce gouvernement uni et déterminé à imposer son système.

Le conflit social au sein de l'Etat de Vaud a entraîné des réactions médiatiques qui ont entretenu un mythe: celui de salariés de la fonction publi-

que «bien traités», «privilegiés», et bénéficiant de salaires et de conditions de travail nettement meilleures que dans le secteur privé. Une telle vision, souvent partagée par une partie de la gauche institutionnelle, est fautive: des milliers de salariés du service public exercent des métiers souvent pénibles et les salaires sont nettement moins élevés que la droite ne le laisse entendre dans sa propagande contre le service public.

### La grève comme moyen d'action

Il y a bien une particularité des employés du secteur public vaudois, mais elle est ailleurs: elle réside dans le fait que ces travailleurs partagent, pour une grande partie, l'idée que la grève est un moyen juste, nécessaire et légitime pour faire valoir ses droits. C'est même plus qu'une idée, c'est une pratique, relativement courante ces dernières années, au moins à l'échelle de la Suisse. Dans ce sens, les salariés de la fonction publique devraient plutôt faire l'objet d'une «identification» quant aux méthodes

de luttes choisies. Car l'opposition entre salariés du public et ceux du privé est un poison pour tous les travailleurs. Qui a pour but de diviser les salariés dans leur ensemble et de montrer du doigt de pseudo-privilegiés qui n'ont rien à voir, en réalité, avec les véritables privilégiés du système dans lequel nous vivons...

### Un moindre mal?

Un élément, lui aussi en forme de «leçon instructive» de cette affaire, doit être souligné. Un élément qui a été déterminant pour permettre au Conseil d'Etat d'imposer ce nouveau système: l'engagement des conseillers d'Etat dits de gauche en sa faveur. Car c'est bien dans cette voie que se sont fortement investis P.-Y. Maillard et A.-C. Lyon en soutenant, dès le début, l'introduction d'un système individualisant et visant, à terme, à baisser les salaires. Dans cette configuration, ils ont joué leur partition sans accroc, une partition intitulée «unité gouvernementale». Tous deux ont ainsi vendu le volet prétendument «social» du projet en feignant d'ignorer qu'un système véritablement juste n'aurait sans doute pas suscité de telles mobilisations de la part de celles et ceux qui devaient le subir au quotidien... Il y a là aussi une leçon qui dépasse le cadre vaudois et devrait interpellé celles et ceux qui prétendent que la présence d'élus «de gauche» dans les exécutifs sert à autre chose qu'à faire mieux passer, grâce à un vernis social, les projets de la droite et des patrons.



JÉRÔME JARDIN PHOTO V. VERISSIMO

## / LE FIL D'ARIANE

Je vous écris d'Italie. Plus exactement de Livorno sur la côte étrusque. Vous savez que vous arrivez à Livorno quand sur les murs vous pouvez lire des choses très désagréables sur Pise et ses habitants. Je sais, ce n'est pas très futé, mais il faut voir ça comme une façon un peu rustique de dire «bienvenue chez nous» ou «ici mieux qu'en face». Il faut les comprendre aussi, à Livorno. Les autres, dix-huit kilomètres plus haut, avec leur tour connue aux quatre coins du monde, toute belle, qui penche depuis mille ans sans jamais se casser la figure, ils ne valent pas leur fierté. Et à Livorno, on apprécie moyennement cet excès d'insolence. Parce que, qu'est-ce qu'il y a ici pour faire concurrence, je vous le demande? La «cinque/cinque» (la torta di ceci, sorte de gâteau au pois chiches), ainsi nommée parce depuis toujours on achète pour «cinque lire di pane e cinque lire di ceci». Alors forcément, la «cinque/cinque» face à la tour de Pise, elle pèse pas lourd! A peine le poids de ses dix lires. Bon, j'exagère parce qu'à Livorno, en plus des pois chiches de la 5/5, il y a plein d'autres trésors, beaucoup moins prestigieux que la Tour de Pise, certes, mais tellement plus populaires! La mer, le «mercato centrale», le canal de la «Venezia» et une équipe de foot antifasciste en passe de monter en ligue nationale. Et les Livornesi qui, à elles et eux seuls, valent largement le déplacement.

Et puis, Livorno, c'est quand même la ville qui a vu naître Modigliani. Et le Parti communiste italien...

«Entre ces murs, le 21 janvier 1921 naquit le parti communiste italien, avant-garde de la classe ouvrière»... Tous les jours je passe devant ce bâtiment, tous les jours je relis cette plaque commémorative et à chaque fois je suis émue. Je pense à toutes celles et tous ceux qui ont lutté à une époque où être communiste, c'était se faire traiter de salaud en casquette, recevoir beaucoup de coups et parfois y laisser sa peau. Une époque où même la «cinque/cinque» il ne devait pas y en avoir pour tout le monde. Une époque où ceux qu'on avait déjà envoyés en première ligne dans les chamiers de la guerre de 14 allaient, une fois encore, connaître le grand honneur de «mourir pour des industriels»...

Alors je m'imaginer ces hommes et ces femmes, leurs doutes et leurs espoirs, et tous les jours je suis un peu plus désolée de ce que nous n'avons pas su ou pas pu faire de leur héritage. Le génie politique et les intentions de l'histoire, ce doit être comme les grossesses jumellaires: ça saute quelques générations! Dans cet ancien théâtre de briques rouges, il y a maintenant un jardin d'enfants. A travers les baies vitrées, je regarde tous ces petits trotter dans leurs baskets peintures 22 et je me dis: pourvu que les murs transpirent...

ARIANE BAILAT

*Tribune libre d'Ariane Bailat, militante libertaire, ancienne syndicaliste reconverte en tenancière de bistrot à Genève.*

/ Genève

# Manor : des conditions de travail hard discount

JOËL VARONE  
SECRÉTAIRE SYNDICAL UNIA

**L**e 18 février, le troisième plus grand distributeur de Suisse, Manor, prenait la décision de licencier la déléguée syndicale de son plus grand magasin, sis à Genève. Le motif du licenciement? Sa participation à un article paru dans la *Tribune de Genève*, dans lequel elle exposait le point de vue des vendeuses et vendeurs à l'égard des nocturnes de fin d'année et du travail du dimanche. Comme par hasard, ce licenciement intervient immédiatement après que

l'assemblée générale des salariés de Manor a demandé l'instauration d'une commission du personnel suite aux nombreuses violations de la loi et des conventions collectives dont est signataire l'entreprise. Comme par hasard aussi, ce licenciement survient un mois avant que les grands patrons du commerce de détail genevois (dont Manor) déposent, via leurs relais parlementaires, un projet de loi visant à allonger d'une heure l'ouverture des magasins (20 h en semaine, 19 h le samedi) et à les ouvrir quatre dimanches par an. Depuis le début de la campagne pour

la réintégration de la déléguée syndicale, la direction a multiplié les pressions sur le personnel par une campagne d'intimidation et de diffamation qui ne laisse guère de doutes sur l'antisyndicalisme du groupe Manor. Des affiches d'un mystérieux «Mouvement pour la liberté de travailler» ont été placardées, comme par hasard à des endroits surveillés par caméra, dans les locaux du personnel pour demander l'arrêt du «harcèlement syndicaliste». La direction a multiplié aussi les communiqués internes pour dénoncer la «campagne de contrainte et de dénigrement contre l'entreprise et simultanément contre l'honneur professionnel [du personnel]». Des chefs de rayon ont convoqué les salariés pour leur interdire de parler aux syndicalistes; des vendeuses ont été interpellées par des responsables qui voulaient savoir si elles ou des collègues étaient membres de Unia... Une illustration comme toute banale des conditions de travail dans un secteur que les patrons estiment protégé par une «convention collective avant-gardiste»... Entretemps, la mobilisation pour le respect des libertés syndicales continue! Plus d'information sur <http://manorabuse.blogspot.com>

/ France

# LE NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE EST NÉ !

**La fondation du NPA constitue-t-elle selon toi un événement politique majeur?**

C'est un événement d'une portée considérable. Un défi a été relevé, la volonté de répondre à la crise du mouvement ouvrier à un moment où le système capitaliste révèle l'ampleur de sa faillite à travers la crise économique. L'effondrement du Parti communiste (PC), dû aussi bien à la disparition de l'URSS qu'à son intégration croissante dans les institutions bourgeoises, à travers sa participation aux gouvernements, s'est accompagné de la social-libéralisation du Parti socialiste (PS), incapable d'incarner un quelconque espoir de transformation sociale, ainsi que d'une adaptation croissante des directions syndicales aux exigences du patronat. Il apparaît clairement que, dans le cadre du système actuel, il n'y a pas de solution pacifique et démocratique à la crise. Les plans de relance ne font qu'aggraver la crise financière, les classes dirigeantes ne pensent qu'à sauvegarder leurs profits en accentuant leur offensive, d'une violence encore inégalée. Empêcher ne serait-ce que la dégradation catastrophique des conditions de vie exige des mesures d'urgence: prendre sur les profits accumulés, fermer la Bourse, exproprier les banques pour créer un seul organisme public de crédit, sous contrôle de la population.

**En quoi le NPA se différencie de ce qui existe à «gauche»?**

C'est la rupture avec le capitalisme et l'indépendance face à la social-démocratie qui nous distingue des partis de la gauche qu'on pourrait appeler institutionnelle. Mélenchon, un ex-dirigeant du PS, a quitté celui-ci pour fonder le Parti de Gauche, qui a d'ores et déjà constitué une alliance avec le PC pour les élections européennes, le Front de gauche. Ils invitent le NPA à rejoindre ce cartel électoral au nom de l'unité dont ils savent l'aspiration très forte parmi les travailleurs et les jeunes. Mais Mélenchon – comme Marie-George Buffet (PCF) même si elle le fait avec d'autres mots – a inventé une excellente formule qui définit clairement ce qui nous sépare. Il se revendique de la «révolution par

Lors de sa venue en Suisse, à l'occasion de la dernière Conférence nationale de la Gauche anticapitaliste, Galia Trépère, de la direction du NPA, s'est entretenue avec la rédaction de *L'Anticapitaliste*.

Elle revient sur le sens de la création de cette nouvelle force politique, dont l'écho en France est particulièrement important, et dresse un bilan à chaud du mouvement social en cours, au lendemain de la journée de grèves et de mobilisations du 19 mars dernier.

les urnes» ou de «l'insurrection électorale». Or nous pensons que c'est quotidiennement, et pas une fois tous les cinq ou sept ans, que les travailleurs, la population, doivent délibérer, décider démocratiquement de ce qui conditionne leur vie. Cette démocratie véritable exige un bouleversement social: que la population, les travailleurs prennent en main le contrôle de l'économie pour l'orienter en fonction de leurs besoins. Cela exige de mettre fin à l'accaparement des grands moyens de production par une oligarchie parasitaire.

C'est pour contribuer à préparer un mouvement d'ensemble armé de cette perspective, de la conscience de la nécessité d'une transformation révolutionnaire de la société, que nous avons pris l'initiative, à la LCR, de nous engager dans la construction du NPA.

**La journée de grèves et de mobilisations du 19 mars est-elle un premier pas dans cette perspective?**

Le 19 mars, la mobilisation a été exceptionnelle au vu des réticences que les directions syndicales ont eues ne serait-ce qu'à populariser cette journée de grève. Trois millions de manifestants, c'est autant que lors des grandes journées du mouvement contre le «Contrat première embauche» (CPE), en 2006. Il y a eu une participation très importante des salariés du privé et notamment de ceux d'usines qui ferment, comme à Sony ou à Continental et dernièrement chez Caterpillar, dont la colère est très forte.



Il manque par contre la perspective d'une généralisation de ces luttes, perspective que refusent les directions syndicales. Alors, peut-être, s'agit-il de susciter dans le maximum de localités, de régions, de secteurs, des collectifs de lutte unitaires, partant de la base et ayant l'objectif de permettre à cette perspective de prendre corps.

**En partant de l'exemple de la grève générale en Guadeloupe?**

L'exemple des luttes menées en Guadeloupe, aux Antilles ou à la Réunion, est riche d'enseignements. Certes, la domination coloniale, le scandale des prix de monopole, la petite taille de ces unités géographiques et économiques ont suscité un sentiment unificateur, mais il y avait aussi la conscience d'appartenir à une même classe d'exploités, ce qu'a exprimé le collectif LKP avec son slogan contre «l'exploitation outrancière». Ce n'est bien sûr pas un modèle transposable tel quel, mais il s'agit de comprendre que leur victoire a été permise par leur haut degré d'auto-organisation et la volonté des grévistes de contrôler leur lutte, de bout en bout, jusqu'à faire appliquer, par les patronats locaux, les protocoles d'accords signés sur des dizaines de leurs revendications.

MARC GIÉASE INTERVIEW

PHOTO QUENTIN G. / PHOTO THÉRÈSE ROUSE

/ D'UN CONTINENT À L'AUTRE

**EMPOISONNEMENT PRÉVENTIF?**

Lors de sa victoire, plusieurs présidents d'Amérique latine ont demandé à Obama de lever l'embargo contre Cuba. Et Lula lui a demandé de rencontrer Chávez. Mais, pour l'heure, tout semble indiquer que la continuité l'emportera.

Barack Obama a commencé à s'en prendre au Venezuela déjà avant son entrée en fonction. Dans une interview à la chaîne Univisión, il a accusé Chávez «d'avoir entravé le progrès dans la région» et «d'exporter des activités terroristes».

Pour sa part, James Steinberg, le numéro deux du département d'Etat, déclare que les Etats-Unis devraient «faire contrepoids à des gouvernements tels que ceux actuellement au pouvoir au Venezuela et en Bolivie...». Par conséquent, le fait d'empoisonner dès le départ les relations relève du calcul politique préventif, d'autant que l'appétit renouvelé des USA pour les richesses de l'Amérique latine est aiguisé par les... progrès de l'industrie automobile.

Il se trouve en effet que la Bolivie détient plus de la moitié des réserves mondiales de lithium, un métal léger, très prisé par les constructeurs pour la fabrication des batteries des voitures électriques non polluantes, plus légères, plus petites et plus puissantes. Un vrai marché! Un marché qui supporterait mal d'être «entravé» par des présidents que Mme Clinton traite de «dictateurs» et M. Obama de «despotes»...

**A L'EXTRÊME-DROITE... DE DIEU**

Dans la compétition des chefs des différentes Eglises, celui de l'Eglise catholique vient de prendre quelques longueurs d'avance. Cela a commencé avec la levée de l'excommunication des évêques traditionalistes, dont un antisémite et négationniste avéré qui affirme que les chambres à gaz n'ont pas existé.

Second épisode: le patron du Vatican a approuvé la hiérarchie catholique brésilienne qui vient d'excommunier une fillette de neuf ans qui a avorté après un viol, ainsi que sa mère et les médecins qui ont pratiqué l'interruption de grossesse.

Et, pour finir, Joseph Ratzinger vient à nouveau de condamner l'usage du préservatif qui, selon lui, risque... «d'aggraver le problème», à savoir la pandémie de sida.

Des Hitlerjugend dont il fut membre au trône de Saint-Pierre, un parcours vraiment sans faute et que ne renierait pas la hiérarchie catholique espagnole. Elle qui avait béni jadis les Stukas et Messerschmitt qui détruisaient Guernica, elle, le suppôt de Franco, la voilà engagée dans une bataille frontale contre le droit à l'avortement, un droit qui n'existe toujours pas en Espagne. Au nom du «droit à la vie», bien sûr...

PAOLO GILARDI

/ Lecture

# Prenons parti

## Pour un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle

À la veille du Congrès de fondation du NPA, Olivier Besancenot et Daniel Bensaid ont publié «une contribution sur ce que pourrait être le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle». Un très bon bouquin!

Le point de départ des auteurs est que «le monde est plongé dans une triple crise – financière, sociale et alimentaire, écologique –, qui est au fond une seule et même crise: celle du capitalisme». D'où vient cette crise? «(...) à la fin des années 1960, le marché se trouvait saturé et le taux de profit commençait à fléchir sérieusement. Les capitalistes ont alors tout mis en œuvre pour le rétablir en s'attachant aux acquis sociaux des salariés (...). Au début des années 1980, le taux de profit finit par se rétablir à nouveau aux dépens des salaires (...). Les capitalistes avaient alors trois possibilités pour écouler ces nouveaux profits accumulés: les reverser sous forme de salaires (...); les investir dans la production (...); ou bien, plus juteux, faire de l'argent avec de l'argent grâce aux placements financiers. C'est ainsi qu'est née la financiarisation de l'économie.»

Le «retour sur investissement» exigé par les capitalistes a atteint depuis lors des sommets, bien au-delà de la croissance mondiale. Or, «ce système ne pouvait durer indéfiniment. Les arbres ne montent pas jusqu'au ciel, dit le proverbe. Et le réel finit par rappeler le virtuel à l'ordre. C'est ce qui s'est passé quand la bulle Internet a éclaté en 2000 ou la bulle financière en 2008. Ces bulles (...) sont la conséquence de marchés qui saturent d'un trop-plein de produits financiers qui ne trouvent plus d'acquéreurs. Ce sont des crises de surproduction: il y a trop d'offre marchande par rapport à la demande solvable, pendant que les besoins sociaux, eux, ne sont pas satisfaits.»

Mais la crise présente «n'est pas seulement celle du capitalisme financier (...). La spéculation financière de quelques banquiers (...) n'est pas plus ou moins condamnable que l'exploitation des travailleurs par quelques capitaines de firmes industrielles qui leur font subir des cadences insupportables sur les chaînes de montage, qui font travailler des gamins aux quatre coins du monde, qui utilisent des matières dangereuses et mortelles comme l'amiant (...).»

«Michel Husson le dit fort bien: il ne s'agit pas là d'un mauvais capitalisme, gangrené et perverti par la finance, mais bien d'un «pur capitalisme», 100% fidèle à sa logique. (...) Contre ce «capitalisme pur», un pur anticapitalisme est nécessaire.»

### Une gauche qui s'assume

Le chemin vers une autre société sera ardu, les auteurs en sont pleinement conscients, mais «changer le monde, c'est possible (...). Lorsque les gens du peuple font irruption sur la scène politique, la situation change, et rapidement. Lorsque les travailleurs, des jeunes gens, des femmes, des immigrés s'invitent en nombre dans l'arène où on ne les attend pas, là où se trame leur destin, leur sort change et rapidement. (...) Evidemment, nous ne sommes pas sûrs de gagner. Mais si nous laissons perdurer la dictature des profits et du marché avec son cortège de crises, de misères et de guerres, nous risquons de mourir de honte avant même d'être emportés par un désastre nucléaire ou écologique.»



Quels rapports avec la gauche institutionnelle? «Notre position, lorsqu'il s'agit de s'opposer au gouvernement de droite et à sa politique, est de tendre une main fraternelle à toute la gauche sociale et politique pour riposter ensemble. Mais quand il s'agit d'avancer des solutions à une crise majeure de civilisation, deux orientations se dessinent clairement. Celle d'un Parti socialiste qui se résigne à l'économie capitaliste de marché, qui prétend tout juste en amortir les dégâts, et qui satellise encore plus autour de lui ses partenaires, que ce soient le PC ou les Verts. (...) Et la nôtre. (...) Parce que les solutions que préconise le NPA (...) sont point par point contradictoires avec l'économie capitaliste de marché qui est l'horizon indépassable de la gauche institutionnelle.»

Dès lors, le Nouveau parti anticapitaliste «ne se donne pas pour objectif d'arracher des postes ou des strapons ministériels dans un jeu d'alliances et de négociations politicien.» Et pour cause: «Ceux qui ont tenté de peser de l'intérieur dans des coalitions gouvernementales avec la social-démocratie ou le centre gauche ont fini otages ou cautions des politiques libérales.» L'avenir est donc ailleurs: «Il est temps que la gauche radicale s'assume, fasse le saut, grandisse et propose une autre option à la population.» D'où l'appel en guise de conclusion du livre: «Rassemblons-nous et prenons parti. Prenons parti pour changer le monde.» Nous ne pouvons qu'y souscrire.

AGOSTINO SOLDINI

PHOTO FRANÇOIS LAFITE / FLIEKR.COM

CE LIVRE PEUT ÊTRE COMMANDÉ AUPRÈS DE LA RÉDACTION AU PRIX DE 25 FRANCS: CONTACT@GAUCHE-ANTICAPITALISTE.CH

## / Le chiffre de la quinzaine

MARCE GIÒASE

Le nombre d'emplois supprimés en mars dans le secteur privé aux Etats-Unis, publié le 1er avril, n'est pas un canular... Il traduit au contraire la violence de la crise économique et la vitesse à laquelle les patrons détruisent les emplois dans la première économie capitaliste du monde. Le taux de chômage «officiel», de 8,1% en février, n'avait plus atteint ce niveau depuis un

quart de siècle! En moyenne, 600 000 nouveaux demandeurs d'emploi sont enregistrés chaque semaine. C'est sans compter l'explosion du chômage partiel dont abusent les patrons. Les suppressions de postes font aussi des ravages dans une Europe en pleine récession, où le taux de chômage atteint un niveau inégalé depuis 2006 avec 13,5 millions de chômeurs. Et les records sont encore loin d'être atteints... En Suisse, la

flambée du chômage est annoncée pour 2010 avec des licenciements massifs et un taux de chômage qui devrait avoir doublé en deux ans!

Alors que chaque jour apporte son lot de révélations sur les cadeaux que se font à eux-mêmes patrons et actionnaires, la catastrophe sociale s'approfondit. Faillites dans le secteur automobile, licenciements à la pelle, restructuration des services publics: des millions de salariés et leurs familles subissent de plein fouet les effets de la crise. Les gesticulations et les discours lénifiants des Sarkozy, Brown et consorts sur le «nouvel ordre mondial» réformé ne trompent personne. La casse sociale reste au programme et va s'amplifier. C'est ce à quoi sont confrontés les travailleurs de Continental et de Caterpillar en France, opposés à la fermeture de «leur» usine. Leur détermination devrait servir d'exemple pour les luttes à mener en Suisse...

# 742 000

## / L'AGENDA MILITANT

### CONTRE LE RACISME ET LA XÉNOPHOBIE

**Manifestation**  
**Samedi 18 avril, 15 h**

Genève, place Neuve  
A l'occasion de la Conférence mondiale contre le racisme à Genève du 20 au 24 avril 2009

### MOBILISATIONS SOCIALES EN ITALIE

**Conférence-débat**  
**Lundi 20 avril, 20 h**  
**Fribourg, Centre Fries**

Avec Daniele D'Ambrà, Sinistra Critica, Rome  
Organisation: MPS-Fribourg

### POUR LA FERMETURE DE LA CENTRALE DE MÜHLEBERG

**Manifestation antinucléaire**  
**Dimanche 26 avril, 13 h**

Berne, Münsterplatz  
A l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl

### CHANGER LA VIE OU LE SOIR EN GRAND!

**Festival (théâtre, expo, films, débats) sur la soif d'utopie et le désir de révolution**

**Du 4 mars au 23 mai**

Genève, Théâtre Forum Meyrin  
Mardi 12 mai: «Du peuple à la multitude», rencontre avec Toni Negri (Philosophe italien, militant altermondialiste et auteur de nombreux ouvrages dont *Empire* (Ed. 10/18, 2004)  
Infos et programme: [www.forum-meyrin.ch](http://www.forum-meyrin.ch)

## / IMPRESSUM

L'Anticapitaliste  
case postale 5210  
1002 Lausanne  
CCP 17-335173-2

Parution bimensuelle

Abonnements  
Annuel /60 francs  
Etudiants-chômeurs-précaires /35 francs  
De soutien /dès 100 francs

Editeur / Gauche anticapitaliste

[www.gauche-anticapitaliste.ch](http://www.gauche-anticapitaliste.ch)  
[contact@gauche-anticapitaliste.ch](mailto:contact@gauche-anticapitaliste.ch)

/ En mouvement

## «ON A TOUS ENVIE DE PORTER CE QU'IL RESTE DE LA PALESTINE»

Un mouvement a marqué de son empreinte les manifestations contre l'agression sioniste à Gaza: Génération Palestine. Entretien avec deux de ses animatrices, Anaïs et Muska. [Interview CK et CB]

### Quelle est l'origine de Génération Palestine?

**Anaïs:** Le mouvement est parti de Paris. A la base, c'était des jeunes du Syndicat des étudiants palestiniens, une association mondiale dont avait fait partie Yasser Arafat. Cette association a décidé de s'ouvrir aux quartiers populaires, toutes origines confondues. Le premier voyage en Palestine a été organisé en 2005, avec trente personnes qui ont monté un projet dans un camp de réfugiés. A leur retour, une dynamique s'est enclenchée. Le but, c'est que des jeunes européens puissent se rendre compte sur place de la réalité du conflit israélo-palestinien. Du coup, en 2006, on était 120 à partir. C'est à la rentrée que s'est créée Génération Palestine. On était six Genevois et on voulait organiser des activités pour témoigner.

### Comment Génération Palestine parvient-elle à mobiliser autant de jeunes?

**Anaïs:** Après la deuxième intifada, il y a eu un engouement en Europe autour du conflit israélo-palestinien. C'est un sujet sensible. On a voulu rendre cette sensibilité intelligible et en faire quelque chose.

**Muska:** Génération Palestine a voulu porter ce message auprès de la jeunesse: «Vous êtes révoltés, alors allez voir par vous-mêmes ce qui se passe dans les territoires occupés».

**Anaïs:** Et tu dois savoir comment parler à des jeunes. On n'a pas des grands discours qui durent des heures. L'association est réservée aux gens de 18 à 30 ans. Enfin, normalement (rires).

### En France, les jeunes des quartiers populaires, de nombreux maghrébins, se mobilisent en masse pour Gaza. Comment l'expliquer?

**Anaïs:** C'est une manière d'exprimer leur anticolonialisme et de combattre ce qu'ont combattu leurs pères. Contre Israël et contre la France, qui leur refuse l'intégration.

### Et en Suisse?

**Anaïs:** On est tous d'origine différente et pourtant on se retrouve engagés dans le même combat: il y a des Palestiniens, des Algériens, des Espagnols...

**Muska:** La cause palestinienne est emblématique: elle englobe toutes les injustices qui sont faites aux peuples dans le monde. Il y a plein d'enjeux, c'est pour ça qu'il y a dans notre mouvement une telle diversité idéologique et religieuse. Chacun retrouve dans cette cause une blessure qu'il a lui-même subie. On a tous envie de porter ce qu'il reste de la Palestine, parce que si ça tombe à l'eau, si les gens lâchent cette cause, il n'y aura plus

d'espoir, ce sera une partie de nous-mêmes qui sera brisée.

### Comment combattre le sionisme ici, où il dispose d'une grande puissance financière et médiatique?

**Anaïs:** Le sionisme possède une suprématie de l'information. Nous, avec nos moyens, nous pouvons contre-informer et rétablir un embryon de justice. On peut faire passer un message différent de celui qui présente systématiquement les Palestiniens comme des terroristes. On veut montrer que les Palestiniens ont une cause, pour laquelle ils combattent, mais que cela ne fait pas d'eux des terroristes. On le fait par des expositions, des journaux, des blogs, des concerts. On veut aussi présenter la Palestine sous un angle peu connu en Occident: son art, sa culture, sa cuisine, ses traditions. Bref, on veut humaniser la cause palestinienne, l'incarner, montrer que les Palestiniens ne sont pas seulement les objets des médias, mais avant tout des êtres humains.

### Les jeunes qui participent à vos actions montrent une détermination et une fraîcheur qui tranchent avec l'immobilisme bureaucratique d'autres. Comment expliquer cela?

**Muska:** Le voyage est un moment clé dans la prise de conscience de chacun: c'est là que se forge la motivation pour agir. On est tellement imprégnés des émotions qu'on a vécues sur place que ça s'étend à l'entourage, aux amis.

**Anaïs:** En effet, le cœur de l'association, c'est le voyage. C'est ce qui fait notre spécificité.



/ La photo

MANIF CONTRE LE G20 A GENÈVE / UNE IMAGE DE VALDEMAR VERISSIMO Certes moins nombreux qu'à Londres et à Strasbourg une semaine plus tard, nous étions plus de 500 dans les rues de Genève le 28 mars malgré un temps à ne pas mettre un secrétaire syndical dehors. Et c'est aussi devant Manor que la manifestation contre le G20 a fait une halte. Pour y dénoncer la forme particulière de la dictature du Capital qu'est le licenciement d'une vendeuse syndiquée...

# Abonnez-vous !

NOUS VOUS ADRESSONS CE PREMIER NUMÉRO DE L'ANTICAPITALISTE À TITRE PROMOTIONNEL. SI VOUS SOUHAITEZ CONTINUER À LE RECEVOIR DIRECTEMENT CHEZ VOUS, RIEN DE PLUS SIMPLE: ABONNEZ-VOUS AU MOYEN DU BULLETIN DE VERSEMENT CI-DESSUS !

### ABONNEMENTS

- > ANNUEL / 60 FRANCS
- > ETUDIANTS-CHÔMEURS-PRÉCAIRES / 35 FRANCS
- > DE SOUTIEN / DÈS 100 FRANCS